

bulletin

L'agroécologie, c'est plus que cultiver des aliments

L'agroécologie, c'est plus qu'un ensemble de pratiques agricoles.

C'est une approche qui travaille avec la nature. Où des communautés cultivent des aliments sains tout en préservant l'environnement. Où des femmes ont accès à la terre et aux ressources, et façonnent les systèmes alimentaires locaux. C'est à la fois une réponse à la crise climatique et un mouvement.

Dans ce *Bulletin*, nous parlons d'agroécologie avec une experte en égalité de genre du Burkina Faso. Nous découvrons comment des marchés locaux plus solides soutiennent l'autonomie économique des femmes. Enfin, nos homologues racontent comment l'échange de savoirs locaux renforce la solidarité et les solutions communautaires en Afrique de l'Ouest.



Coumba Barr récolte des aubergines amères dans son potager au Sénégal. Les agricultrices jouent un rôle central dans la production alimentaire, la transmission des savoirs et la subsistance de leurs communautés. | Photo : Cherif Khoury

Une approche féministe de l'agroécologie : entretien avec Mariamé Ouattara

Mariamé Ouattara a passé la majeure partie de sa vie à œuvrer en Afrique de l'Ouest pour faire avancer l'égalité de genre et les droits des agricultrices. Basée au Burkina Faso, elle collabore depuis plus de 20 ans avec Inter Pares et nos homologues afin de renforcer le leadership des femmes dans les domaines de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire.

Nous avons demandé à Mariamé ce qui rend notre approche de l'agroécologie, une agriculture qui travaille avec la nature pour produire de la nourriture de manière durable, féministe. >>>

◀◀ ◉ Qu'est ce qu'une perspective féministe de l'agroécologie ?

Les pays dans lesquels nous travaillons sont profondément agricoles et vulnérables aux changements climatiques. Les femmes sont au centre de ces deux réalités. Malheureusement, elles le sont souvent en tant que main-d'œuvre.

Adopter une approche féministe de l'agroécologie, c'est créer les conditions dans la communauté pour que les femmes puissent agir comme des actrices libres, au même titre que les hommes, à toutes les étapes de l'agroécologie et de l'action climatique.

Cela veut dire qu'il faut tenir compte du contexte et des réalités des femmes comme des hommes. Tant qu'on n'aborde pas ces rapports de pouvoir dans l'agroécologie, la transition agroécologique va échouer.

◉ Tu travailles avec nos homologues depuis plus de 20 ans. Au fil des années, quels changements t'ont le plus marquée ?

Le premier changement que je note, c'est cette grande confiance en soi qui a été renforcée chez les femmes.

Aujourd'hui, elles ont compris qu'elles avaient des droits. Elles ont eu le courage d'aller demander des terres à des propriétaires ou à des autorités coutumières pour produire elles-mêmes ce qu'elles veulent produire. Elles participent à des instances de décision dans leur communauté.

Certaines ont pu obtenir un document d'identité. Pour accéder à un crédit, obtenir une terre ou participer à certaines instances, il faut exister juridiquement.

Aujourd'hui, elles sont fières d'exister comme citoyennes à part entière.

Mais il y a aussi des changements qu'on ne mesure pas facilement. Une femme m'a dit : « Je communique mieux avec mon mari. » Maintenant elle discute de son travail dans la coopérative et de ses projets avec son mari. Elle se sent valorisée dans son couple.

C'est là que commence la transformation sociale durable.

◉ Pourquoi est-il essentiel d'impliquer aussi les hommes ?

Dans nos contextes, le patriarcat donne beaucoup de privilèges aux hommes, mais eux aussi ont été socialisés dans ce système. Si on veut déconstruire ces rapports inégaux, il faut les impliquer.



Mariamé Ouattara.
Photo : Eric Chaurette/Inter Pares

Nous avons développé une approche des champions féministes : des hommes qui utilisent leur influence pour soutenir les femmes et sensibiliser les autres hommes. Ils accompagnent les femmes lorsqu'elles veulent obtenir des terres ou dialoguer avec les autorités. Cela change complètement le regard porté sur leurs démarches.

◉ Qu'est-ce qui fait que cette approche fonctionne, selon toi ? C'est une approche qui responsabilise les homologues, qui respecte les normes socioculturelles et les repères sociologiques.

Quand on parle d'égalité de genre ou de féminisme, on touche aux fondements socioculturels. L'important n'est pas de les ignorer, mais de comprendre comment travailler à partir de ces repères pour provoquer le changement. Les homologues prennent des initiatives selon leur contexte et responsabilisent les communautés en leur demandant : « Comment voyez-vous votre changement ? »

On ne doit pas copier-coller un modèle d'un pays à un autre. Il faut partir des réalités du terrain. Beaucoup de personnes pensaient que l'approche féministe venait de l'extérieur. Nos homologues ont réussi à la traduire dans les langues nationales, à l'ancrer dans les réalités locales, et les communautés ont compris que cela parlait de leur propre vie. C'est ce qui explique l'appropriation que j'ai observée.

C'est ce qui me donne le plus d'espoir pour l'avenir.



Là où l'alimentation trouve sa juste valeur • ● ○ •

Partout en Afrique de l'Ouest, les femmes produisent la majorité des aliments qui nourrissent leur famille et leur communauté. Elles entretiennent les champs, récoltent ce qu'elles cultivent, conservent les semences et vendent leurs produits dans les marchés locaux. Leur savoir et leur labeur sont les piliers des systèmes alimentaires locaux.

Et pourtant, les agricultrices ont souvent du mal à tirer un revenu décent de leur travail.



À Diannah Diamoral, au Sénégal, des femmes pilent les fruits du palmier pour les cuisiner et produire de l'huile de palme. Une fois matures, les palmiers poussent sans irrigation, fournissant aux familles de la nourriture ainsi qu'un produit prisé sur les marchés locaux. Photo : Cherif Khoury

En Guinée-Bissau, au Togo, au Sénégal et au Burkina Faso, où œuvrent nos homologues, bien des femmes se butent à des obstacles à chaque tournant du chemin vers la sécurité économique. En raison de normes sociales patriarcales, le peu de terres qu'elles peuvent

utiliser ne sont souvent pas à leur nom, alors elles ont du mal à obtenir du financement. Faute de fonds, elles manquent d'espace d'entreposage et d'équipement pour la transformation, et plusieurs sont forcées de vendre leurs récoltes rapidement, à bas prix.

Faire tomber ces barrières, c'est renforcer les systèmes alimentaires, et les économies locales.

C'est pourquoi nous soutenons des coopératives agricoles de femmes par l'intermédiaire de nos homologues locaux. Organisées sous une bannière commune, les femmes peuvent mettre leurs ressources en commun afin de transformer et commercialiser collectivement leurs produits. Nos homologues apprennent aux coopératives à fixer des prix justes. Avec le pouvoir accru tiré de la négociation collective des ventes, les femmes obtiennent davantage pour leurs produits.

Et les femmes cultivent leurs produits selon des méthodes agroécologiques qui protègent le sol et la biodiversité. Elles apprennent à faire reconnaître leur travail à sa juste valeur.

Les coopératives ouvrent aussi la porte à de nouveaux marchés, comme les boutiques de spécialités et les restaurants. Au Togo, par exemple, les femmes cultivaient et vendaient traditionnellement de petites quantités de fonio brut, une céréale ancienne très nutritive, après l'avoir transformé à la main. Ce procédé exige énormément de travail pour une qualité limitée.

Aujourd'hui, les coopératives que nous soutenons avec notre homologue INADES-Formation Togo produisent du fonio sous plusieurs formes, de la farine au produit prêt à cuire et tirent un meilleur revenu de la même récolte.

Quand les femmes contrôlent la façon dont leurs produits sont transformés, commercialisés et vendus, les avantages vont bien au-delà du simple revenu, explique Mariamé Ouattara, experte en questions de genre. Les familles investissent davantage dans l'alimentation, les soins de santé et l'éducation. Les coopératives sont plus solides. Les femmes gagnent en confiance pour négocier avec les acheteurs, obtenir du crédit et participer activement à la vie de la communauté.

« Le pouvoir économique façonne le pouvoir politique », affirme Mariamé.

• • •

Quand les femmes contrôlent davantage leurs moyens de subsistance, elles ont plus d'influence sur les décisions qui touchent leur famille, leur communauté et leur avenir.

Ce travail ne se limite pas à cultiver des aliments. C'est aussi veiller à ce que les personnes qui nourrissent la communauté aient aussi le pouvoir de façonner les économies locales, de se construire des moyens de subsistance sûrs et de bénéficier de la pleine valeur de leur travail.

• ● ○ •

S'appuyer sur des savoirs partagés



Des agricultrices de Guinée-Bissau apprennent à récolter le miel lors d'un échange d'apprentissage au Sénégal. À la tombée de la nuit, elles utilisent de la fumée pour calmer les abeilles avant de récolter le miel, acquérant une expérience pratique afin d'évaluer si l'apiculture pourrait être adaptée dans leurs propres communautés.
Photo : Cherif Khoury

Pendant quatre jours au printemps 2026, des agricultrices de la Guinée-Bissau se sont jointes à leurs homologues du Sénégal pour apprendre les unes des autres. Même si Rugui Baldé était là pour faciliter l'échange d'apprentissage, elle a elle aussi beaucoup appris.

« Elles nous ont appris tant de leçons, et vice versa. »

Rugui fait partie de l'équipe de Tiniguena, une organisation que nous avons aidée à démarrer en Guinée-Bissau, en 1991. L'une des priorités de Rugui était d'explorer la possibilité que l'apiculture devienne une nouvelle source de revenus pour les femmes avec qui travaille Tiniguena.

Pour ça, le groupe de Guinée-Bissau a rencontré des apicultrices du Sénégal. Bien que l'apiculture

soit traditionnellement considérée comme un « métier d'homme », ces femmes sont devenues des productrices de miel expérimentées grâce au soutien d'Apisen, une organisation locale qui offre de la formation en apiculture et de l'équipement, en plus de réaliser du travail de sensibilisation communautaire.

« Nous croyons que l'apiculture pourrait fonctionner dans nos villages, avec de l'équipement et de la formation » dit Rugui. « Nous avons constaté que leur microclimat et leurs forêts ressemblent beaucoup à ce qu'il y a chez nous. »

Offrir à nos organisations homologues et aux personnes qu'elles soutiennent des occasions d'apprendre les unes des autres est un autre moyen pour nous de contribuer au renforcement des mouvements pour la

justice sociale. À l'image de la pollinisation, les idées circulent d'une communauté à l'autre: unis par une cause commune, les gens partagent ce qui fonctionne dans leur contexte, s'inspirent mutuellement et développent de nouvelles idées d'action.

Enda Pronat, notre organisation homologue sénégalaise depuis plus de vingt ans, a aussi participé à l'échange d'apprentissage. Rugui s'est intéressée à leur système simple de suivi de la régénération des mangroves.

L'échange s'est poursuivi quelques semaines plus tard, quand des membres du comité de gestion de l'aire marine protégée d'Abéné, au Sénégal, se sont rendus en Guinée-Bissau. Là-bas, ils et elles ont appris comment la population des îles Urok gère leur aire marine protégée. Les groupes ont partagé des récits sur la restauration de la mangrove, la gouvernance communautaire et les stratégies en vue de protéger les écosystèmes côtiers.

« Enda Pronat et Apisen sont rentrées chez elles avec une partie des leçons utiles et des bonnes pratiques que nous utilisons ici en Guinée-Bissau », explique Rugui.

Ces conversations ont semé les graines de relations et d'idées qui vont continuer de grandir bien après l'échange, pour renforcer le travail communautaire de protection des écosystèmes et bâtir des moyens de subsistance résilients en Guinée-Bissau et au Sénégal.

Inter Pares: 221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada • Tél : 613-563-4801
1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR0001 | La publication de ce Bulletin est subventionnée par Affaires mondiales Canada